



**2003^{ème} opération
ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE
A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX
POUR LA PERIODE 2025-2028.**

Règlement de la Consultation

Date et heure limites de réception : Le vendredi 13 décembre 2024 à 12h00



ACTEON
201 rue de Chambly
95340 RONQUEROLLES
Tel : 06.80.16.45.94
Email : bet.acteon@wanadoo.fr

Pièce N° :

A0

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Maître de l'ouvrage

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ALIMENTATION D'EAU POTABLE
DE LA REGION DE L'ISLE-ADAM

Objet de la consultation

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de travaux
pour la période 2025-2028

Accord cadre mono-attributaire
à bons de commande de travaux

Table des matières

2003^{ème} opération	1
ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE.....	1
A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX	1
POUR LA PERIODE 2025-2028.	1
Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande de travaux.....	2
pour la période 2025-2028.....	2
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Variantes et options	5
2-4. Conditions de participation des concurrents	5
2-5. Nature de l'attributaire	5
2-6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-7. Durée du marché.....	5
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-9. Délai de validité des offres.....	6
2-10. Délais d'exécution	6
2-11. Propriété intellectuelle	6
2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	6
2-14. Appréciation des équivalences dans les normes	6
ARTICLE 3. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES	7
4-1 Documents fournis aux candidats	7
4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique.....	7
4-3. Composition de l'offre à remettre par les candidats	8
ARTICLE 5. ELIMINATION DES CANDIDATS.....	11
ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	11
6-1. La valeur technique des prestations (60%).	11
6-2. Le prix (40%)	13
6-3. Auditions & Négociations	14
6-4. Délai de remise des attestations sociales et fiscales	15
6-5. Visite sur site	16
ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	16

7-1. Autres informations	18
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	18
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19
9-1. Renseignements administratifs et techniques.....	19
9-2. Voies de recours	20

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne l'accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour la réalisation des travaux d'eau potable et la reprise des branchements pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de l'Isle Adam.

L'accord cadre mono-attributaire à bons de commande est conclu pour une période d'un (1) an à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au Syndicat, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L. 2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP), ainsi que des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commandes.

Le présent accord cadre mono-attributaire à bons de commande est conclu avec un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 5 500 000.00€ H.T, passé en application des articles L2125-1 1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et -14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

2.1.1 Maître d'Ouvrage

Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation d'Eau Potable de la Région de l'Isle-Adam
1, avenue Jules Dupré
95290 L'ISLE-ADAM

2.1.2 Maître d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre phases conception et réalisation sera assurée par :

ACTEON

201 rue de Chambly
95340 RONQUEROLLES

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour le syndicat des coûts supplémentaires

2-3. Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune option éventuelle n'est à chiffrer dans le cadre de la présente consultation.

2-4. Conditions de participation des concurrents

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un seul groupement. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

2-5. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- Soit avec un opérateur économique unique qui devra justifier de la certification amiante suivant le décret du 05 juillet 2013.
- Soit avec des opérateurs économiques groupés solidaires. Le mandataire étant le seul responsable dans les relations avec les donneurs d'ordre et devra justifier de la certification amiante suivant le décret du 05 juillet 2013 : maître d'ouvrage, assistant au maître d'ouvrage, maître d'œuvre ou autre.
- Conformément à l'article R.2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

2-6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-7. Durée du marché

Conformément à l'acte d'engagement du marché, le marché est prévu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

2.8.1 Modification de détail

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.8.2 Prolongation du délai de remise des offres

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation en respectant un délai minimal de 5 jours calendaires décomptés à partir de la date d'envoi de l'additif à tous les candidats, jusqu'à la date limite de remise des candidatures et des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées dans la même forme aux candidats (via le profil acheteur du syndicat) qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché seront précisés dans chaque bon de commande après validation du maître d'œuvre.

2-11. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-12. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-14. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la

preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

ARTICLE 3. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation sera téléchargeable gratuitement par les candidats sur le profil acheteur du SIAEP de la région de l'Isle Adam.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4-1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Le présent règlement de la consultation (RC);

L'acte d'engagement (AE) ;

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

Il n'y a pas de détail quantitatif estimatif de fourni par le maître de l'ouvrage pour cet accord-cadre, il n'est pas nécessaire de faire une demande en cours d'appel d'offre ;

Le Carnet de détail ;

Le plan de situation de l'avenue du Général De Gaulle à Parmain (95620).

Le Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux (arrêté du 30 mars 2021), applicable au présent marché et non joint au dossier est présumé connu du soumissionnaire. Il est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>

4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.marches-securises.fr>

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

4-3. Composition de l'offre à remettre par les candidats

A) d'une part les pièces relatives à la candidature :

- En application des articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du code précité), l'opérateur économique doit produire les documents et/ou renseignements rédigés en langue française suivants :

- 1. une lettre de candidature et d'habilitation du candidat individuel ou du mandataire par ses cotraitants le cas échéant, établie sur papier libre ou sur l'imprimé DC1,**
- 2. des renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou l'imprimé DC2,**
- 3. le candidat pourra également fournir au stade des candidatures, sans qu'il ne lui soit fait préjudice en cas d'absence, les pièces visées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique.**
Si ces pièces ne sont pas fournies à ce stade, elles seront demandées au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché en application de l'article 8 du présent règlement de la consultation.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique est invité à fournir les renseignements et /ou documents suivants :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Attestations d'**assurance** pour les risques professionnels et responsabilité civile.
- Déclaration indiquant les **effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ainsi que les titres et qualifications des personnels.
- Déclaration indiquant l'**outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Présentation d'une liste des **principales prestations exécutées au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations exécutées sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.
- **Certificats** établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des prestations par des références à certaines spécifications techniques.

NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, l'opérateur économique se portant candidat produit les mêmes documents concernant lesdits opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans la candidature. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités desdits opérateurs économiques pour l'exécution du marché, l'opérateur économique se portant candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs économiques.

A titre indicatif, certaines des informations demandées ci-dessus sont reprises dans les formulaires "Lettre de candidature DC1", "Déclaration du candidat DC2" (Tous ces documents sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

En application de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les entreprises ne seront pas tenues de produire les documents relatifs à la candidature, en cours de validité, s'ils sont laissés gratuitement à la disposition du pouvoir adjudicateur par le biais d'un système électronique administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

Le dossier de candidature devra alors fournir toutes les informations nécessaires à la consultation du système électronique ou de l'espace de stockage numérique.

Le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code précité.

Marche à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application du code de la commande publique. Dès lors, à la question « Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation » répondez « non ».
- Si vous répondez à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur « Aperçu » pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format pdf. ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

Le candidat justifie de ses qualifications en présentant les certificats stipulés ci-dessus ou par tout moyen équivalent, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupement d'entreprises, l'appréciation des conditions de participation est globale, le dossier de candidature devra comporter, outre les pièces demandées ci-dessus, une habilitation expresse du mandataire par ses cotraitants.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

B) d'autre part les pièces relatives à l'offre :

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ;

– Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)** ci-joint à accepter sans aucune modification ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)** ci-joint, à accepter sans aucune modification ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer sans modification ;
- **Un mémoire technique justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter comprenant :
 - Des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés pour la réalisation des travaux, la mise en place de dérivation de la circulation par feux alternés.
 - Les procédures et moyens mis en place pour garantir les délais d'exécutions que l'opérateur économique s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ;
 - La filière de tri et d'élimination des déchets.
 - Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
 - Le dossier relatif à l'aspect général du chantier ;
 - Les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier, en conformité avec l'article L 541-2 du Code de l'Environnement. Cet engagement du candidat supposera qu'il ait pris connaissance des contraintes de toutes natures liées au traitement des déchets du chantier.
- **Un pouvoir de signature**, daté et signé + cachet de la société si le signataire n'est pas le président, directeur de la société candidate.

ARTICLE 5. ELIMINATION DES CANDIDATS

Dans le cas d'absence d'une ou plusieurs pièces devant figurer dans le pli contenant la candidature, détaillées à l'article 5.1, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats de compléter leur dossier, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique ou fax.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis au Syndicat sur support papier (courrier ou télécopie) ou par voie électronique

A défaut de production du ou des documents demandés dans le délai fixé, la candidature sera déclarée irrecevable.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions figurant ci-dessus, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Ne seront pas admises lors de l'ouverture par le Pouvoir Adjudicateur :

- les candidatures qui ne présentent pas de garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter le marché.

ARTICLE 6. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique.

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique. Les critères portent sur les niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières.

Comme précisé à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

Après analyse des offres définitives, le Pouvoir Adjudicateur, compte tenu des critères d'analyse ci-dessous, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

- La **valeur technique de l'offre**, appréciée au regard du mémoire technique : 60% de la note finale
- Le **prix** : 40% de la note finale

6-1. La valeur technique des prestations (60%).

La note attribuée à ce critère sera calculée en fonction des sous critères énumérés ci-après.

En cas de mémoire justificatif incomplet, chaque élément manquant se verra attribuer la note de 0, note non éliminatoire dans ce cadre.

Ce critère sera jugé par rapport au niveau minimum de qualité exigée pour réaliser les prestations demandées. La qualité supérieure proposée doit avoir un intérêt pour assurer le bon fonctionnement des ouvrages, être en rapport avec les besoins exprimés.

Le mémoire technique sera apprécié au regard des références présentées par les candidats en matière de prestations d'adduction en eau potable.

- Une note indiquant les moyens que l'entreprise s'engage à mobiliser pour l'exécution de cette opération : le personnel permanent d'encadrement et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications, ainsi que la liste du matériel disponible et spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des travaux du marché : **10 points**
- Des indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants : **5 points**
- Des indications concernant les procédés d'exécution envisagés : **5 points**
- Une note détaillée pour le désamiantage des enrobés et canalisation : **5 points**
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier : **5 points**
- Une note décrivant le dispositif et les moyens mis en place afin d'intervenir 7j/7 et 24h/24 en cas de problème sur le chantier : **5 points**
- Une note analysant les contraintes environnementales et explicitant les dispositions prises en termes de circulation (riverains, services publics de transport, livraisons, ramassage des ordures ménagères, etc...) : **10 points**
- La démarche qualité que l'entreprise compte suivre pendant la durée du chantier et les moyens de contrôle interne mis en œuvre : **5 points**
- Une note environnementale expliquant les mesures prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier notamment ceux contenant de l'amiante, en conformité avec l'article L.541-2 du Code de l'Environnement, appelée SOGED – Dispositions préparatoires. Dans ce document, l'entreprise expose et s'engage sur les dispositions préparatoires suivantes :
 - Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets
 - Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer
 - Les méthodes qui seront utilisées pour ne pas mélanger les différents types de déchets.
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pour les travaux, le transport et notamment le transport des produits amiantés » : **10 points**
- Le levé topographique de l'avenue Charles De Gaulle à Parmain suivant plan de situation joint au présent dossier d'appel d'offre. Le plan d'exécution des travaux de renouvellement de la canalisation d'eau potable ainsi que le renouvellement des branchements.

Le levé topographique comprendra :

- La réalisation des DT avec report sur les levés topo
- Cette prestation devra être rattachée au système Lambert en planimétrie et au système Normal en altimétrie.
- Ces levés se limiteront aux alignements actuels ou à 10 m à l'intérieur des propriétés au-delà des alignements actuels en fonction du contenu du bon de commande.

Représentation :

- Devront être représentés les clôtures, numéros de propriétés, trottoirs, terre-plein centraux, giratoires, les arbres, regards, tampons, avaloirs, bouches d'eau et de gaz, poteaux ENEDIS et ORANGE, panneaux de signalisation et publicitaires, grilles d'aération des parkings souterrains ainsi que tous détails représentatifs à cette échelle. Les bateaux d'entrée de propriété, la nature du trottoir, le diamètre des canalisations et le sens d'écoulement, la nature des revêtements (bitume, terre etc ...) devront également être représentés.
- Dans le cas d'un bon de commande avec une demande de levés à 10 m à l'intérieur des propriétés, il devra figurer en plus sur le plan au 1/200^{ème} les limites séparatives, le bâti existant et les coordonnées des propriétaires.
- **La consultation des différents concessionnaires devra être réalisée conformément à la réglementation en vigueur pour chaque levé de plan. Le report des différents câbles, canalisations ou ouvrages devront figurer sur les plans avec les caractéristiques de chaque ouvrage et le maximum de côtes.**

Nivellement :

- Le nivellement devra être réalisé par profils tous les 12 m (haut et bas de bordures, axes de chaussée, altitude en limite d'alignement, dans les propriétés riveraines ;
- des seuils, tampons, regards, regards de façades.....;
- des points caractéristiques du relief (haut et bas de talus) ;
- des exutoires (avaloirs), canalisations d'assainissement, branchements particuliers ;
- **des cotes radiers au fil d'eau de l'ensemble des canalisations d'assainissement existantes (canalisations principales, antennes et branchements particuliers eaux pluviales ou eaux usées), y compris la mention des diamètres et des chutes éventuelles.**
- Les bouches à clés et les PI

Le nivellement sera représenté par des entités POINT Autocad 3D (x, y, z): **20 points**

- Appréciation générale sur la forme et le fond du dossier technique remis (Qualité de la présentation du dossier, degré de personnalisation et de précision des informations fournies) Notamment pour ce qui concerne la gestion quotidienne de jour comme de nuit des accès (Plan, moyens mis en œuvre, moyens d'information des riverains avant le démarrage des travaux etc...). Le respect de l'ordre des points à traiter dans le présent règlement de consultation, la recherche possible et facile dans les documents Word, Excel et PDF : **20 points**

Ce critère sera apprécié selon la formule suivante :

Note obtenue par le candidat x 100 x 60 %

Note maximale pouvant être obtenue

6-2. Le prix (40%)

Prix des Prestations (PP) comptant pour 40 % de la valeur globale de l'offre sur la base de la grille d'évaluation qui sera établie par le maître d'ouvrage.

La notation pour ce critère, résulte de l'application de la formule suivante : $PP = v \times (p0/p) \times 40\%$

Où : - **v** est la valeur maximale de la note (100)

- **P0** est le montant de l'offre la moins disante
- **P** est le montant de l'offre du candidat

Concernant le critère prix :

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détail des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimerait nécessaires

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note après application des différentes pondérations.

Les offres présentant un ou plusieurs prix anormalement bas pourront faire l'objet d'une demande écrite de précisions. Elles pourront être rejetées dès lors que les explications ne seront pas fournies dans les délais demandés ou dès lors que ces explications n'apparaîtront pas satisfaisantes.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats et attestations visés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics dans un délai de sept jours, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Chaque critère donnera lieu à l'attribution d'une note qui sera elle-même pondérée de la manière indiquée ci-dessus. L'addition des 2 notes ainsi pondérées, permettra, sur chaque offre, l'attribution d'une note globale à l'entreprise. C'est la note globale qui permettra d'obtenir, au terme de l'analyse, un classement des offres, qui guidera le choix du pouvoir adjudicateur.

Offres irrégulières, inacceptables, et/ou inappropriées :

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique :

- *Les offres inappropriées et inacceptables ne participeront pas au jugement de l'offre et sont éliminées d'office,*
- *Les offres irrégulières ou inacceptables sont éliminées également, sauf régularisation éventuelle pendant la phase de négociation, ou à l'issue d'une autorisation expresse de la personne publique de régulariser celles-ci.*

Offres anormalement basses :

Conformément à l'article R. 2152-3 du Code de la commande publique :

La personne publique exigera des offres, qu'elle juge anormalement basse, des justifications parmi les aspects suivants :

- *Des sous-détails comprenant le prix fourniture, la main-d'œuvre, le matériel, les frais généraux et le bénéfice*
 - *Mode de fabrication des produits, modalités de prestation, procédé de construction ;*
 - *Solution techniques adoptées et conditions exceptionnelles favorables ;*
 - *Originalité de l'offre ; - Obtention éventuelle d'une aide de l'état ;*
 - *Règlementation en matière d'environnement, sociale, et du travail ;*
- A défaut de justification parmi ses critères, l'offre anormalement basse sera rejetée.*

6-3. Auditions & Négociations

En application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le contenu des offres avec les candidats.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats les mieux classés après analyse selon les critères fixés à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation a pour but d'optimiser les offres acceptables aux regards des critères définis ci-dessus. Les candidats peuvent ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans modification substantielle des conditions initiales de la concurrence.

La négociation ne peut porter que sur l'objet du marché et elle ne peut pas modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles que définies dans les documents de la consultation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (le prix ou d'autres critères).

La négociation peut comporter plusieurs phases.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats et les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation sans l'accord de celui-ci.

Le pouvoir adjudicateur choisit enfin l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la négociation.

6-4. Délai de remise des attestations sociales et fiscales

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent accord-cadre produira dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces visées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique à savoir notamment :
 - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
 - Attestation fiscale, permettant d'apprécier la situation du candidat au dernier jour du mois précédant la remise des offres,
 - Attestation de vigilance de l'URSSAF ou équivalent, datant de moins de six mois,
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail,
 - Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivante celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

6-5. Visite sur site

Une bonne connaissance du site de l'opération s'avérant nécessaire, **une visite est obligatoire** pour répondre à la consultation.

La visite sur site est obligatoire et sera réalisée par le maître d'œuvre de l'opération, Monsieur Rouillard (mail : bet.acteon@wanadoo.fr). Les entreprises devront faire une demande de rendez-vous par mail à l'adresse indiquée : bet.acteon@wanadoo.fr

Les visites seront arrêtées le vendredi 29 novembre 2024 à 12h00.

Les candidats doivent se rendre pour le rendez-vous à l'angle de l'avenue de l'avenue Jules Dupré et rue de la République à l'Isle Adam **munis de l'attestation de visite jointe au DCE.**

Cette bonne connaissance devra être retranscrite dans le mémoire technique des candidats.

Les candidats seront réputés s'être entourés de tous renseignements, avoir vu et jugé sous leur seule responsabilité, toutes les sujétions éventuelles, non précisées dans les documents de la consultation.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les opérateurs économiques doivent transmettre obligatoirement leur offre par voie électronique.

Cette transmission sera réalisée sur la plateforme profil acheteur de la CCVO3F : <http://www.marches-securises.fr>

La transmission des offres par message électronique (sur la boîte mail du service des marchés publics, par exemple) n'est pas autorisée.

Sauf demande expresse, la transmission des documents sur un support physique électronique (CDROM, USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Transmission électronique :

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Pour éviter la survenance d'aléas au cours de la transmission des plis, les candidats ont la possibilité de consulter sur le profil acheteur les prérequis techniques.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme, en fonction de la taille de l'offre

déposée, des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à Internet, du trafic sur le réseau Internet.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de forme applicables à la transmission d'un support papier.

A ce titre, le fichier comprenant les documents de la candidature doit s'intituler « candidature-nom de l'entreprise ». Le fichier comprenant les documents de l'offre doit s'intituler « offre-nom de l'entreprise ».

Formats des fichiers :

Les candidats doivent respecter les recommandations suivantes :

- o Les formats des fichiers doivent être « compatibles » PC ;
- o les formats des fichiers acceptés sont les suivants : Word, Excel, Adobe Acrobat ;
- o ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo, autocad ;
- o ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- o faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse.

Signature :

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique, la signature électronique n'est pas requise dans le cadre du présent marché public. Le pouvoir adjudicateur demandera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir les pièces de l'offre avec signature manuscrite originale.

En cas de signature électronique, il est recommandé aux candidats de vérifier leur certificat de signature et leur conformité aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Attention, si plusieurs documents sont introduits dans un seul fichier (type ZIP) ils devront faire l'objet d'une signature individuelle préalable avec un outil approprié si le règlement de consultation exige la signature de ces pièces.

En cas de groupement, chaque membre doit signer ses propres documents.

Copie de sauvegarde :

Les candidats ont la faculté de faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Si les candidats ont fait parvenir, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde – intitulé du marché – Nom ou dénomination du candidat ».

Cette copie de sauvegarde doit être adressée à : Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation d'Eau Potable 1 avenue Jules Dupré 95290 L'Isle Adam

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants, à l'adresse ci-dessus : du lundi au vendredi : 9h00 - 12h30 / 14h00 - 17h30 sauf le dernier jour de remise des plis 12h00, heure limite impérative.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants et sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique. La preuve de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais ;

- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'a pu être ouverte.

Virus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Matérialisation :

A l'issue de l'ouverture des plis, la candidature et l'offre de l'entreprise déclarée attributaire feront l'objet d'une matérialisation qui aura pour effet de transformer l'offre électronique en offre papier. L'offre ainsi matérialisée donnera lieu à la signature manuscrite du marché entre les parties.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plateforme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : GTM/UTC +1.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

Assistance :

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, les candidats sont invités à se rapprocher du support technique hotline au 04 92 90 93 27

7-1. Autres informations

Il est précisé que les échanges entre le SIAEP et les candidats, après clôture de la consultation, pourront s'effectuer via la plateforme marchés sécurisés ou par courriel. Les candidats sont donc responsables de la validité et de la consultation régulière de l'adresse mail indiquée dans leur offre et mentionnée sur la plateforme. Les candidats s'assureront également que les messages envoyés par le SIAEP et la plateforme marchés sécurisés ne soient pas considérés comme des courriers indésirables (SPAM).

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHE

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant les documents visés aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code précité.

Afin d'accélérer les délais de procédure, les candidats peuvent produire ces documents et informations dès le dépôt des plis.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, les pièces visées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique à savoir notamment :

- une attestation sur l'honneur (modèle ci-joint au présent RC en annexe), (extrait du registre pertinent pour les candidats établis à l'étranger, ou à défaut une déclaration sous serment avec traduction). Pour les cas mentionnés à l'article L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la commande publique, le candidat transmet les noms des membres de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance, ou des personnes physiques qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ;
 - une attestation délivrée par tout organisme compétent établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datée de moins de 6 mois.
 - le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
-
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
 - lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

*Nota : Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit les pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique dans un **délai de cinq jours francs à compter de la réception de la demande du SIAEP**. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces.*

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante <http://www.marches-securises.fr>. Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats s'engagent à prendre entièrement connaissance des pièces de la consultation, des documents qui y sont cités et, le cas échéant, contacteront toutes les Administrations et Autorités concernées par le présent accord-cadre. Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision pour réclamer une quelconque modification de leur offre (y compris financière).

Dans le cas où la rédaction des pièces leur apparaîtrait anormale ou ambiguë, ou pour les questions techniques, il appartient aux candidats de le signaler via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante <http://www.marches-securises.fr> au plus tard 15 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres en utilisant les coordonnées ci-dessous, ou via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera adressée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 7 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

9-1. Renseignements administratifs et techniques

Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation d'Eau potable de la région de L'Isle Adam
1 avenue Jules DUPRE
95290 L'ISLE ADAM
Tel : 01 34 69 17 06

Courriel : contact@siaep.info
URL: <https://www.marches-securises.fr>

9-2. Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

Adresse :

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

URL : <http://www.ta-cergypontoise.fr>

Introduction des recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise,

2-4 boulevard de l'Hautil, 95000 Cergy Pontoise,

Tel. : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Adresse internet : <http://www.ta-cergypontoise.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel avant la signature du marché (articles L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- Référé-contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L 551-3 à L 551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04 avril 2014 n° 358994 « Département du Tarn-et-Garonne » par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé contestant la validité de tout ou partie du marché conclu assorti, les cas échéants, d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du code de justice administrative et de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publication suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ce recours peut être assorti d'une demande indemnitaire ;
- Recours gracieux à l'encontre des décisions faisant griefs dans les deux mois de leur publication ou de leur notification ;
- Recours pour excès de pouvoir à l'encontre des décisions faisant grief dans les deux mois de leur publication ou de leur notification (article R421-1 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation d'une décision de refus de résiliation d'un contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 n°398445 par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation, dans un délai de 2 mois à partir de la décision expresse ou implicite de refus de résiliation ;
- Recours de pleine juridiction, accompagné le cas échéant de demandes indemnitaires, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir ;
- Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Le code de justice administrative est consultable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.